

SOCIETE ET DEVELOPPEMENT

Reflexion sur la crise de société

Par : **Mostefa BOUTEFNOUCHET**

Directeur de l'I.S.
Université d'Alger.

Les différents rapports entretenus entre la société et la nature, l'histoire et la morphologie ont profondément changé de l'Algérie précoloniale à l'Algérie souveraine. La période coloniale a faussé toutes les données de l'évolution endogène de la société algérienne sur l'ensemble des plans économiques, culturelles, sociales. Vouloir jeter un pont entre la structure et le fonctionnement de la société avant 1830 et après 1962 pour retrouver des mécanismes de permanence, et ceci en occultant les effets de la colonisation, est une attitude aussi anachronique que pourrait l'être celle d'un pays industrialisé actuel en comparaison avec sa phase pré-industrielle du début du XIX^{ème} siècle. L'évolution des pays industrialisés ne s'est pas faite paisiblement, harmonieusement et dans l'ordre social permanent, mais en fonction de contradictions, de heurts et d'inégalités approfondies avec l'expansion du capital. Les bas salaires, les accidents de travail, les maladies professionnelles, les conditions déplorables de vie, le travail des enfant et des femmes, l'exode rural massif, l'expropriation des terres, ont marqué la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle.

En réaction, les mouvements ouvriers, les luttes ouvrières, l'action des syndicats, l'action des parties politiques progressistes, ont menés des contres offensives de toute sorte, pour que l'homme ne soit plus considéré comme une machine. Depuis la seconde guerre mondiale, les jeux du capital et des syndicats sont plus élaborés, plus serrés, plus complexes, et font appel à des moyens sophistiqués d'information et de propagande pour influencer sur "l'opinion publique".

L'Algérie, libérée de l'oppression, construit son avenir en privilégiant la dynamique industrielle. Il est notoire que cette dynamique a généré des perturbations d'ordre économiques et sociales sérieuses. Les aspects sociaux du développement n'ont pas été prioritaires dans les actions, selon une volonté clairement établie, il en est ainsi de l'habitat, des infrastructures de la consommation dite de "luxe", des équipements à caractère sociaux et culturels. Des goulots d'étranglement sont apparus à la suite de ces choix de développement, nous les avons inscrits dans la terminologie de la crise. Car la crise est elle-même une dynamique comprise dans un mouvement global plus large. La crise est une partie intégrante de la dynamique sociale économique, culturelle.

Mais quelqu'en fut le prix, aujourd'hui, l'industrie est là, objective concrète palpable. Elle n'a pas répondu aux espoirs de la théorie sur laquelle elle se fonde, à tort ou à raison, selon les principes de rapidité, d'accélération et d'intégration.

La crise porte en elle ses propres réponses : l'industrie se confirmera plus lentement dans un temps plus long, selon des phases différées, et dans une articulation économique moins idéale. Elle atteindra, nécessairement, un certain niveau d'effica-

cité au fur et à mesure des correctifs dans la gestion et la structuration des entreprises. L'industrie est donc un acquit pour la société algérienne.

Parallèlement à l'option industrielle et à ses effets, la dynamique de la libération nationale a engendré des perturbations aussi sérieuses au plan des comportements individuels et des groupes. "Rien n'est plus précieux pour l'homme que l'indépendance et la liberté" a affirmé le leader du tiers monde Ho-Chi-Min. Après une oppression coloniale très forte, une lutte très meurtrière, l'algérien libre (ce mot qui perd de sa valeur en bourse de l'histoire) se veut dégagé de toute sorte d'assujettissement, à quelque degré que ce soit. La notion de liberté chez l'algérien défie la norme sociale ancienne, la norme sociale nouvelle, la norme familiale, la norme juridique. La notion de liberté individuelle est devenue une norme acceptée.   tous les niveaux du comportement social. Cette liberté, tout azimut, est passée pour entrave à l'organisation à de nombreux niveaux, la gestion socialiste des entreprises n'a fait que cristalliser plus encore des  tats de fait antérieurs entre respect de l'individu et respect de la loi.

Une expérience d'organisation du travail en horaire "libre" connaîtrait certainement un grand succès, dans notre pays.

Il est évident que le respect de l'individu a mis en échec bien des tentatives d'organisation du travail. L'individu est libre au sein même de son travail, en pratique comme si chaque individu devait être redevable d'une organisation particulière et personnalisée du travail.

La société algérienne fait l'apprentissage de sa liberté recouvr e en dessinant, d'abord, de façon ambitieuse et g n reu-

se, le profil de son avenir.

Dans cet apprentissage, les voies et moyens ne s'offrent pas toujours comme des données certifiées, adaptées, conformes au but poursuivi.

Dans cet apprentissage, enfin, les concepts et les compréhensions ne sont pas toujours identiques et homogènes, selon qu'il s'agisse de tel groupe d'intérêt.

Il est évident qu'une forme du rapport ancestral à la nature est rompue quasi-irréremédiablement, dans notre pays, qui n'est pas le seul à connaître ce type de situation consécutive à des évolutions technologiques et de modes de subsistance. Mais, l'originalité, dans la société algérienne, réside dans la brutalité, peu ordinaire, des transformations globales et de la rupture du rapport à la nature. On devrait plutôt appréhender une cassure dans ce rapport à la nature. Dans la représentation sociale, le progrès est inscrit dans l'urbanité, dans le fonctionariat, ou salariat, dans l'approvisionnement au marché, de l'ancien paysan, l'équilibre de l'activité paysanne au travail de la terre pour en tirer de quoi vivre se perd, le travail de la terre est dévalorisé par des médias, véhiculaires de types culturels liés à un certain type de progrès, ainsi que par la puissance de l'acculturation, interférences culturelles, se faisant au profit de l'urbain/industriel/salarié. Ce schéma correspond à une progression assez universelle.

Appliqué à l'Algérie, il prend des formes d'extrême rapidité et de densité importante au sein de la société.

En 1966, l'emploi agricole rassemblait 58 % de la popula-

tion active algérienne soit près de deux tiers, en 1977, l'emploi agricole prenait une part de 31 % du total de l'activité, soit approximativement le tiers de cette population.

En termes de calcul en fonction des générations, ce passage ne se fait pas en deux générations, dans un étalement d'une trentaine d'années, mais dans une même génération, celle de l'après indépendance dans un temps relativement court égal à une décennie.

Le déracinement, dont ont parlé certains auteurs, d'une grande ampleur, entre 1954 et 1962, s'est continué sous d'autres motifs et pour de nouvelles destinations, après l'indépendance nationale.

D'une certaine façon le paysan quittant sa terre, y laisse son histoire, dans la mesure où les relations qu'il tisse dans le nouveau milieu, urbain ou sub-urbain, se développent dans de nouveaux contextes qui ne permettant plus le maintien du statut social antérieur. Les groupes sociaux en présence sont d'un type différents, soit professionnel, soit syndical, soit loisirs, etc ..., la référence n'est plus le groupe social à l'assise territoriale séculaire. Les nouveaux groupes se font et se défont selon les circonstances et les axes d'intérêt. Dans les nouveaux groupes sociaux constitués, la liberté individuelle est plus prononcée, mais aussi les contraintes liées à l'existence sont plus grandes, et plus précises, chacun compte sur soi et pour soi.

En principe, selon la théorie économique, ces relations nouvelles devraient favoriser un modèle nouveau d'efficacité économique, et par voie de conséquence (par un schéma correspondant à la "conscience miraculeuse") d'efficacité sociale.

Dans la pratique, on est arrivé à la situation quasiment inverse, l'efficacité économique n'a pas été atteinte. Les explications sont nombreuses, élaborées et variées. Car, comme modèle, le schéma de l'efficacité économique faisait référence à des expériences où la rupture à la terre, consommée depuis plusieurs générations, est compensée par l'intermédiaire de la machine, remplaçant la défaillance humaine. Ici, la crise du rapport à la terre est en pleine activité toute récente, non compensée, non remplacée avantageusement, vécue encore dans un face à face quasi-tragique.

Les nouveaux groupes urbanisés ou sub-urbanisés, salariés, inconsciemment parce que c'est là que se situe la cause de la crise, ont rompu avec leur histoire familiale et sociale. En rompant avec la terre. Cette double rupture affecte doublement leur statut social, au plan de l'activité professionnelle, liée à un rythme agricole, et au plan du produit réalisé, produit agricole à jouissance immédiate. Le rythme de l'activité ne s'adapte pas au phénomène bureaucratique fonctionnarisé, salarié, rationalisé, formalisé en pièces administratives dans un dossier. Le produit agricole réalisé ne peut se comparer en résultat du travail administratif ou du travail d'atelier, l'un étant abstrait, l'autre étant parcellisé, éclaté au niveau d'une chaîne de production.

Dans cette désadaptation, le nouveau citoyen urbain/industriel/salarié vit une tragédie, un mal d'être, à laquelle est liée la perte de l'identité rurale et la non-accession à l'identité urbaine. faute de pouvoir pratiquer le modèle urbain, selon ses règles séculaires, le nouvel urbain se rattache dramatiquement, au modèle agricole et rural qu'il a toujours connu.

L'ancien rural ne reconnaît pas la rupture du rapport à

l'histoire familiale et sociale. S'il vit, effectivement, cette rupture dans son nouveau statut, il tente par tous les moyens de réagir contre cela, et essaie de valoriser les grands traits de son histoire familiale et sociale.

Le drame de la rupture de l'histoire individuelle est compensé, amorti, voire dans une certaine mesure absorbé par la jonction avec l'histoire nationale. L'ordre rural est une marque de l'histoire nationale immédiate du pays.

Le large mouvement de population, de la campagne vers les petites villes, puis de celles-ci vers les plus grandes, a provoqué un flux concernant quelque 4 à 5 millions de personnes de 1954 à 1977 (quelque 2,5 millions de personnes durant la guerre de libération nationale, et un taux de 12 à 15% de la population globale, depuis l'indépendance). Les drames de la rupture du rapport à l'histoire au niveau des individus, sont noyés dans la masse, il se recrée une sorte de solidarité mécanique, au sens sociologique, et les exemples des uns servent de référence aux autres. De telle sorte qu'une nouvelle société, ayant réalisé la double rupture à la terre et à l'histoire familiale et sociale, émerge en ville de façon quasi-formelle, et se structure, à sa manière, en fonction de ses besoins immédiats, des exigences du milieu, et de l'héritage culturel rural.

Historiquement, bien que dans une période toute récente, la nouvelle société émerge et se constitue en ville, sans que les règles de sa constitution soient encore valablement appréhendées, mais elle s'impose par le nombre en reversant la loi du quota en sa faveur.

Il n'empêche que toute cette évolution massive, dans le

cadre du pays, ne peut occulter les caractéristiques essentielles qui sont le déracinement, la double rupture du rapport à la terre et à l'histoire familiale, la désadaptation liée à cette double rupture, et la compensation de la tragédie individuelle, et son absorption, par le "drame" de la société émergée.

Si les individus ont relativement bien résisté au choc du passage, la société elle, n'a pas manqué de connaître les désadaptations en découlant.

En premier lieu, dans l'efficacité économique, en second lieu dans la crise d'identité de la nouvelle génération, enfin, dans le fonctionnement urbain lui-même, donc social.

Le "drame" de la société émergée, se perçoit le mieux à travers les multiples crises de fonctionnement qui caractérisent la société actuelle urbaine, particulièrement, crises de transport, de logement, d'infrastructures, d'approvisionnement, de gestion, d'organisation, d'efficience.

"Drame" lié à des mécanismes naturels et historiques, sous tendus par des processus sociaux, économiques, culturels.

La maîtrise de l'ensemble des paramètres de fonctionnement de la société est alors, conditionnée par la volonté exprimée à travers le projet de société future, visant à établir les éléments de la maîtrise sociale, aussi bien que par la dimension historique, à travers le déroulement de l'histoire récente et l'accumulation d'expériences, aboutissant à une pratique sociale nouvelle et à des relations sociales adaptées au type d'organisation urbaine/industrielle.

La rupture du rapport à l'histoire familiale et sociale, occultée par un attachement de dernier recours, de "désespoir" auraient dit des auteurs, à l'histoire personnelle du rural (alors que le champ de la pratique sociale n'est plus le même), au sein même de la structure urbaine, doit être d'abord acceptée définitivement comme telle, ensuite elle doit être reconstituée sous une forme sociale économique et culturelle, caractéristiques du nouveau contexte. Il y a de ce fait une historicité nécessaire conditionnant le passage actuel de la société transitionnelle vers un type conforme au projet socialiste.

Les crises fonctionnelles sont la cristallisation objective et observable des lieux de passages d'un état à un autre. La répétition des crises dans un champ déterminé appelle obligatoirement son dépassement d'une manière ou d'une autre dans une forme ou dans l'autre. La révolution est accoucheuse de l'histoire a dit le savant K. MARX.

La crise est accoucheuse du développement, elle porte en elle les éléments même de son dépassement. La lecture correcte de la crise laisse apparaître les impacts d'intervention et les méthodes d'interventions.

Il est évident que depuis la fin du deuxième plan quadriennal, il y a une volonté manifeste de "faire le bilan" de relever les "aspects positifs" et les aspects négatifs du développement, afin d'intervenir sur ce dernier. Ceci est une tentative de lecture de la crise, et les actions en découlant sont censées être plus conformes à la marche de la révolution, autrement dit à l'historicité déployée par les différentes couches de la population.

D'une certaine manière, cette historicité s'étend à l'histoire nationale, dans la mesure où, l'histoire nationale est fortement cristallisée à la guerre de libération nationale, sinon elle correspond à la phase de colonisation française depuis 1830. Quelques axes existent pour l'époque pré-coloniale. Mais de manière générale, l'histoire nationale reste à écrire.